

d'une évolution qui doit se poursuivre. Je pense toutefois qu'il conviendrait, dans nos travaux futurs, de faire comprendre aux pays en développement qu'ils auraient tort de sous-estimer les difficultés que rencontre le monde développé. Dans une situation économique difficile, nous devons obtenir le soutien de l'opinion publique à ces changements qui, de par leur nature même, imposeront une charge supplémentaire à la population de nos pays. Je dois, en outre, souligner qu'il est de l'intérêt de tous les pays d'assurer la santé de l'économie mondiale. Cette santé doit être intégralement restaurée et préservée si l'on veut que le système international et les économies de nos pays puissent préserver et accroître leur capacité à répondre aux besoins du développement.

"...En bref, les travaux sur le front du développement se poursuivent de façon très intensive. Nous ne pensons pas qu'il serait particulièrement utile de consacrer encore de notre temps à l'analyse détaillée des résultats de la CCEI. Il est, à notre avis, plus nécessaire que jamais de planifier nos activités futures.

#### Questions essentielles

"Un certain nombre de questions essentielles doivent être posées au début de cette phase de consolidation: sous quelle forme le dialogue sur l'énergie devrait-il être poursuivi? Peut-on donner une nouvelle orientation aux efforts d'aide au développement? Dans quel sens devons-nous chercher à faire évoluer nos relations avec les groupes de pays en développement? Nos cadres institutionnels contribuent-ils à la réalisation de nos objectifs dans ces domaines?

Considérons d'abord la question de l'énergie. Nous ne sommes pas parvenus à nous mettre d'accord à la CCEI sur un organe représentatif restreint composé de pays industrialisés, de l'Organisation des pays exporteurs de pétrole (OPEP) et de pays en développement importateurs de pétrole, pour continuer le dialogue sur l'énergie. Les discussions internationales sur les questions énergétiques se poursuivront inévitablement quelque part, ne serait-ce qu'en raison du programme international de coopération et de développement en matière d'énergie de la CCEI. Les contacts bilatéraux continueront

de revêtir une importance de premier plan, et nous ne devons pas oublier la contribution apportée par la CCEI au renforcement de ces contacts. Le problème essentiel est maintenant de définir la forme à donner à la mise en oeuvre multilatérale de ce programme.

"Certains signes donnent à penser que l'OPEP pourrait envisager favorablement une certaine intensification des contacts entre producteurs et consommateurs, par le biais de l'Agence internationale de l'énergie. C'est là une possibilité qui mérite d'être étudiée.

"Il semble également probable que les travaux ultérieurs sur les questions énergétiques seront discutés lors de la reprise de la session de l'Assemblée générale des Nations Unies cet automne. Une intensification des études consacrées à l'énergie dans le cadre des Nations Unies présente deux sortes de risque. Un certain nombre d'organismes spécialisés existants se penchent déjà sur ces questions, et pourraient tenter de développer leurs activités dans ce domaine au point d'en arriver à un éparpillement des travaux, un alourdissement des coûts et une baisse d'efficacité. On peut citer l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et sa capacité d'assurer des garanties que le Canada ne voudrait voir ni réduire ni diluer. Je pense également à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), au centre des ressources naturelles des Nations Unies, et même à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) qui depuis quelques années, fournit une assistance technique dans le domaine de l'énergie. Il pourrait donc être souhaitable de centraliser les activités menées aux Nations Unies sur les questions énergétiques dans le cadre d'une institution unique, mais il nous faut alors étudier avec soin si une agence spécialisée pour l'énergie, entièrement nouvelle, serait bien la formule que nous souhaitons. Je pense que nos efforts communs à ce stade devraient surtout viser à éviter de tomber dans l'un ou l'autre de ces deux extrêmes.

"Les questions relatives à l'offre, à la demande et au prix de l'énergie pourraient aussi être examinées dans une assemblée internationale de composition restreinte comme la Banque mondiale. On pourrait peut-être étudier davantage l'idée d'un groupe consul-

tatif sur l'énergie, envisagée par les pays industrialisés à la CCEI, relative à l'accroissement futur des investissements de la Banque pour la mise en valeur de l'énergie, idée qui a été acceptée à la CCEI. La participation éventuelle de pays en développement, y compris bien entendu celle de l'OPEP, aux activités de recherche et de mise en valeur de l'énergie de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) pourrait offrir une occasion analogue. A notre avis, des opérations de ce genre présenteraient plus d'attrait.

#### Orientation future

"J'en arrive maintenant à l'orientation future de l'aide au développement. A la CCEI, les pays en développement ont réaffirmé qu'ils avaient la responsabilité première de leur propre développement. Toutefois, nous avons été un peu moins heureux lorsqu'il s'est agi de rassembler les énergies en faveur de l'idée qu'il faut combler les besoins humains essentiels. Nous devons faire en sorte que les avantages du développement, en fait le centre de convergence des programmes d'aide au développement, soient de plus en plus concentrés sur les secteurs les plus pauvres des pays en développement. Au Canada, notre politique est désormais d'orienter notre aide vers des programmes en faveur des pays les plus pauvres et, dans ces pays, en faveur de ceux qui sont les plus désavantagés. Je sais que dans cette enceinte de nombreux autres pays partagent cet objectif. Peut-être pourrions-nous utilement mettre nos énergies en commun pour faire en sorte que ce principe soit plus largement reconnu, en particulier dans les pays en développement. Nous pourrions aussi évaluer ensemble les types et les qualités des programmes qui ont le mieux contribué à la poursuite de cet objectif.

"Sur la question de nos relations générales avec les pays en développement, je crois que notre Secrétaire général a opportunément indiqué la nécessité de réexaminer nos liens avec ces pays. En particulier, à mesure que le groupe de ceux dont l'industrialisation la plus avancée progressera, et que les producteurs de pétrole continueront d'accumuler des recettes, il deviendra de plus en plus urgent de revoir les liens existant entre les pays développés et ces groupes. Ces changements apparaissent déjà, évidem-